SEINE-MARITIME

pas faire »

CYCLE CINEMA: ARTICLE DE YVON HUET PARU DANS VIE NOUVELLE OCTOBRE 2019

Magazine

SEINE-MARITIME

Libertés publiques en débat

Cinéma le Studio, au Havre, 4 avril 2019. L'IHS de Seine-Maritime prend l'initiative d'une soirée consacrée à l'histoire de l'état d'urgence en France, dans la foulée de la projection du film R.A.S. qui fut censuré en son temps. Dominique Noquères, pour la LDH, et Pascal Morel, pour la Cgt départementale, ont échangé leur point de vue.



Dominique Noguères, vice-président

résistance aux agressions contre le monde du travail se

Il cite l'exemple du 24 février 2014 où les syndicalistes Jacques Richer et Reynald Kubecki, co-secrétaires généraux de l'union des syndicats CGT du Havre, étaient convoqués au tribunal correctionnel pour « dégradation de bloc-note ». « Du plus petit détail qui fâche au

plus énorme scandale, la méthode est la même. On cri-

l'exemple des ouvriers de Continental et de Goodyear prouve, selon lui, à quel point l'acharnement du patronat et du pouvoir remet en cause la liberté syndicale en instaurant la double peine, le licenciement et des condamnations.

Les conditions d'une mobilisation à la hauteur des enjeux

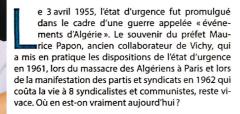
Dominique Noguères et Pascal Morel confirment l'urgence à construire des convergences entre les syndicats et les associations pour faire reculer un État de plus en plus autoritaire qui, de dérive en dérive, finit par ne plus être un État de droit où le citoyen, quelle que soit sa situation, n'aura plus droit à la sûreté sous le prétexte d'une lutte pour la sécurité qui s'avère touiours déviée de son but initial.



de l'Union départementale CGT

YVON HUET

R.A.S., film d'Yves Boisset sorti en 1973, montre la facon dont l'armée française a traité l'insoumission de certains appelés durant la guerre d'Algérie.



L'état d'urgence est intégré dans la loi

« Les préfets et le ministre de l'intérieur, nous dit Dominique Noguères, peuvent porter atteinte à des libertés publiques essentielles: possibilité d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et à des heures fixés, de règlementer ou d'interdire de séjour des personnes dans des lieux déterminés, de perquisitionner, hors de l'autorisation d'un juge et même de nuit, de dissoudre des associations dont l'activité "faciliterait ou inciterait à commettre des actes portant gravement atteinte à l'ordre public ", ce qui est particulièrement extensif, de fermer des salles de spectacles, les débits de boissons et lieux de réunion de toute nature. Dans le même temps, l'assignation à résidence est considérablement élargie et utilisée régulièrement pour empêcher des personnes d'aller manifester. »

La répression syndicale se banalise

« Simultanément, poursuit Pascal Morel, l'activité syndicale est en plus assimilée à une entreprise de criminalisation. Les militants sont poursuivis en justice partout où la



